

Coup de pouce de la Région aux éleveurs de bovins

8 000 € par cheptel pour les nouveaux éleveurs de bovins viande. La région Bretagne met la main à la poche pour soutenir une filière qui perd 2 à 3 % de ses effectifs d'animaux chaque année.

L'élevage perd du terrain dans la campagne bretonne, en particulier dans la filière des vaches allaitantes (pour la production de veaux de boucherie) qui compte aujourd'hui 9 000 agriculteurs et 1 600 000 têtes. « C'est 10 % du cheptel national allaitant et 20 % du tissu industriel d'abattage, mais le cheptel diminue de 2 à 3 % chaque année », alerte Frédéric Chauvin, président régional d'Interbev, l'interprofession du bétail et des viandes.

En clair, si rien n'est fait pour enrayer cette baisse, c'est l'un des principaux moteurs de l'agriculture bretonne qui risque de s'enrayer. « Si on n'agit pas maintenant, on ne recréera pas la filière bovine demain », prévient Loïc Chesnais-Girard, président du conseil régional. Ainsi, la Région a décidé de proposer une aide forfaitaire de 8 000 € aux nouveaux éleveurs de vaches allaitantes pour constituer leur cheptel.

La dotation jeune agriculteur

« Nous avons souhaité ce soutien financier pour lutter contre la décapitalisation et encourager l'installation », souligne le vice-président à l'agriculture, Arnaud Lécuyer. En effet, la formation d'un élevage allaitant demande du temps et de l'argent. Le prix d'une vache allaitante a doublé depuis trois ans, « passant de 2 000 € à 4 000 € », selon la profession.

Et il y a urgence à agir, alors que le prochain budget de la Pac (politique agricole commune) pourrait être



La Bretagne pèse 10 % du cheptel national allaitant (viande) mais la décapitalisation se poursuit. Ici un élevage de charolaises dans le Finistère.

Photo : Archives Ouest-France

réduit d'un quart. « L'ensemble des acteurs devra prendre le relais, car là où l'élevage est présent, il faut chercher à le conserver, pour notre économie et pour nos paysages, nos prairies », fait valoir Arnaud Lécuyer.

Cette aide fait partie d'un plan de soutien à l'élevage de 1,5 million d'euros, décidé « dans un contexte budgétaire difficile », soulignent les

élus. Et qui comprend d'autres mesures comme la dotation jeune agriculteur, portée de 22 000 € à 30 000 €. « Un signal fort pour notre jeunesse », alors que la Bretagne compte aujourd'hui 740 installations par an. « Nous visons le cap des 1 000 en 2028 », anticipe Loïc Chesnais-Girard.

Plus largement, la Région va aussi lancer une campagne de communi-

cation pour encourager « le bien manger et le manger breton ». Cela passe également par la commande publique de lait et viande produits en Bretagne, dans les cantines des lycées, où 10 millions de repas sont servis chaque année. « Les achats de viande bovine et de lait auprès de fournisseurs bretons ont augmenté de 29 % ».

Laurent LE GOFF.

Aide à l'installation : une méthode qui divise



Le groupe politique Hissons haut la Bretagne (droite) dénonce la méthode de l'exécutif régional : « Une annonce démagogique, deux jours avant le Space ».

Photo : Joël Le Gall / Ouest-France

Trois ans avant la fin de son mandat, l'exécutif du conseil régional de Bretagne vient d'annoncer une rallonge de 36 % de l'aide à l'installation pour les jeunes agriculteurs. L'objectif de la région Bretagne ? Atteindre les mille installations annoncées d'ici à 2028. La Chambre d'agriculture de Bretagne en recense 740 par an « en moyenne », mais relève « une baisse sensible » du taux de remplacement des départs : « une installation pour deux départs depuis 2021 ».

« L'agriculture, c'est l'objectif numéro 1 du mandat, indique Arnaud Lécuyer, vice-président du conseil régional de Bretagne chargé de l'agriculture. Ce n'est pas juste un objectif politique pour nous. C'est un enjeu fort pour la Bretagne. Nous voulons tout mettre sur la table pour que des jeunes aient envie de s'installer sur des exploitations rentables. »

« Un regain » de candidats

Problème : la méthode de l'exécutif est dans le viseur du groupe d'élus régionaux Hissons haut la Bretagne (droite). Par la voix de la conseillère régionale du Finistère, Agnès Le Brun, le groupe dénonce « une politique du chèque » et « une annonce

démagogique, deux jours avant le Space », le Salon international de l'élevage qui se tient à Rennes (Ille-et-Vilaine) jusqu'à jeudi.

Si le groupe de droite est « favorable à l'aide à l'installation de jeunes agriculteurs », il estime que l'augmentation de « l'enveloppe forfaitaire » attribuée par le conseil régional « aurait mérité débat » entre les élus régionaux (la mesure va bientôt être examinée en commission permanente). « La Région fait du saupoudrage qui conduit à un constat d'échec, observe Agnès Le Brun. On n'a pas 1 000 jeunes installés et pas de politique structurée. »

Le groupe réclame une évaluation de cette politique de distribution des fonds européens (que l'Europe a déléguée à la région Bretagne). « Il y en a une, fait valoir Arnaud Lécuyer. Nous regardons où en sont les jeunes agriculteurs dans leur projet lors de la cinquième année et l'on s'aperçoit que plus de 90 % d'entre eux sont toujours dans leur projet. » L'exécutif « observe, cette année, un regain de 15 à 20 % » de candidats à l'installation. « Nous voulons les accompagner. »

Laetitia JACQ-GALDEANO.